

NOTE DE PRESENTATION BUDGET PRINCIPAL VILLE DE GRASSE

COMPTE ADMINISTRATIF 2019

RAPPORT GESTION DE DETTE ET AFFECTATION RESULTAT

SOMMAIRE

I	LE COMPTE ADMINISTRATIF.....	P. 3
I-A	L'EXECUTION DU BUDGET 2019.....	P. 3
I-A-1	EQUILIBRE GENERAL COMPTE ADMINISTRATIF 2019.....	P. 3
I-B	DETAIL SECTION D'INVESTISSEMENT.....	P. 4
I-B-1	LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT.....	P. 4
I-B-2	LES RECETTES D'INVESTISSEMENT.....	P. 7
I-C	DETAIL SECTION DE FONCTIONNEMENT.....	P. 9
I-C-1	TABLEAUX RECAPITULATIFS DES OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT.....	P. 9
I-C-2	DETAIL DES CHAPITRES DE FONCTIONNEMENT EN DEPENSES.....	P. 10
I-C-3	DETAIL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT.....	P. 12
I-C-4	EVOLUTION DES PRINCIPAUX RATIOS DE GESTION.....	P. 16
II	RAPPORT GESTION DE LA DETTE 2019.....	P. 17
II-A-1	SITUATION DE LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL AU 31.12.19 EN MILLIONS D'EUROS.....	P. 17
II-A-2	STRUCTURE DE LA DETTE AU 31.12.19 (BUDGET PRINCIPAL).....	P. 19
II-A-3	DETTE « HORS CHARTE » ET « A TAUX COMPLEXES » AU 31.12.19 (BUDGET PRINCIPAL).....	P. 22
II-A-4	RATIOS DE DETTE.....	P. 23
III	AFFECTATION DU RESULTAT BUDGET PRINCIPAL.....	P. 24

I) LE COMPTE ADMINISTRATIF

Ce rapport présente les résultats de l'exécution 2019 du Budget Principal, soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le compte administratif rend compte annuellement des opérations budgétaires exécutées à la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au 31 décembre.

Ce bilan est présenté au cours de la même session que le compte de gestion du receveur municipal. Le Conseil Municipal peut ainsi constater, pour les parties communes, la parfaite concordance de ces deux documents.

Ce rapport vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

I-A) L'EXECUTION DU BUDGET 2019 :

Cette partie analyse l'exécution du budget 2019, voté le 26 mars 2019 et amendé par différentes décisions budgétaires modificatives approuvées par le Conseil Municipal (DBM 1 du 25 juin 2019, DBM 2 du 24 septembre 2019 et DBM 3 du 10 décembre 2019).

Cette présentation vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

Seront examinés successivement :

- 1) l'équilibre général du compte administratif 2019 ;
- 2) le détail de la section d'investissement ;
- 3) le détail de la section de fonctionnement ;
- 4) le rapport annuel sur la gestion de la dette ;
- 5) l'affectation du résultat.

I -A1) EQUILIBRE GENERAL COMPTE ADMINISTRATIF 2019

a) dépenses et recettes réelles

<u>Montants en milliers d'Euros</u>	Prévisions	Réalizations	Taux de réalisations	Reports	Résultat reporté n-1	Total
Recettes réelles fonctionnement	68 534	69 058	100,76%		994	70 052
Dépenses réelles fonctionnement	60 944	60 070	98,57%			60 070
Résultat		8 988			994	9 982
Recettes réelles d'investissement	21 195	19 552	92.25%	25		19 577
Dépenses réelles d'investissement	24 510	22 442	91.56%	1 539	5 269	29 250
Résultat		- 2 890		- 1 514	- 5 269	- 9 673

b) dépenses et recettes réelles et d'ordre budgétaire

<u>Montants en milliers d'Euros</u>	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisations	Reports	Résultat reporté n-1	Total
Recettes de fonctionnement	69 061	69 585	100.76 %		994	70 579
Dépenses de fonctionnement	70 055	62 892	89.78 %			62 892
Résultat cumulé		6 693			994	7 687
Recettes d'investissement	33 057	22 375	67.69 %	25		22 400
Dépenses d'investissement	27 787	22 971	82.67 %	1 539	5 269	29 779
Résultat cumulé		- 596		- 1 514	- 5 269	- 7 379

Le résultat cumulé de la section de fonctionnement s'établit donc à **7 687 K€**.

Le résultat cumulé de la section d'investissement s'établit à **- 7 379 K€**.

I-B) DETAIL SECTION D'INVESTISSEMENT

I-B1) les dépenses d'investissement

Les dépenses d'équipement réalisées en 2019 s'élèvent à **10 263 K€**.

Notre épargne ayant été restaurée, les volumes d'investissement ont été mis en adéquation avec notre capacité de financement.

Pour mémoire, les réalisations en dépenses d'équipement des années précédentes ont été les suivantes :

2014	2015	2016	2017	2018	2019
12 071	10 444	7 625	7 604	9 259	10 263

Les réalisations 2019 pour 10 263K€ vous ont détaillées ci-dessous :

Autorisation de programme renouvellement équipement : 858 K€

Equipement des services	326
Equipement bâtiments communaux	16
Parc automobile	400
Matériel illuminations	52
Matériel services techniques	64

Autorisation de programme renouvellement superstructures : 2 252 K€

Palais Episcopal	120
Cathédrale	80
Visitation	96
Musée d'Art et d'Histoire de Provence	33
Plan de rénovation des chapelles	90
Mas du Peyrard	260
Mas du Collet	72
Façades Villa Guérin	175
Campus universitaire	141
Plan rénovation énergétique dans les écoles	69
Gros entretien écoles et crèches	379
Plan vigipirate dans les écoles	87
Ecole de Saint Mathieu	306
Gros entretien Bâtiments communaux	198
Gros entretien fluides	23
Plan sécurité incendie des bâtiments	122
	2 252

Autorisation de programme renouvellement infrastructures : 2 641 K€

Acquisitions foncières	135
Vidéoprotection	132
Travaux dans les cimetières	131
Requalification avenue Delattre de Tassigny	306
Requalification boulevard Croüet	84
Confortement mur soutènement chemin des Chasseurs Alpains	8
Confortement impasse de la Lauve	22
Mur de Soutènement chemin de Masseboeuf	7
Soutènement chaussée Lionel Ménager	9
Confortement paroi chemin des Paroires	53
Reconstruction mur soutènement chemin des Près	34
Confortement paroi boulevard Albert 1er	54
Voiries de Magagnosc (ST Exupéry, Blumenthal et Roumegons)	178

Voiries du Plan (ST Marc, Brassauris, Orme et Louis Cauvin)	77
Voiries de Saint Claude (Marigarde, Sidi Brahim, Pierre Sémard)	72
Voiries de Saint François (Basses Ribes et Estramousse)	61
Voiries Saint Jacques (Chênes, Chèvrefeuilles, Grand Chêne)	268
Jeu de Ballon Jardinières	37
Equipements routiers	89
Equipement urbains	189
Gros entretien réseaux eaux pluviales	275
Réseaux électriques et éclairage public	69
Réseau défense incendie	71
Revalorisation du Jardin des Plantes	83
Espaces verts et aires de jeux	20
Plan fontaines et lavoirs	10
Gros entretien voiries	87
Infrastructures sportives	23
Equipement stationnement de surface	17
Voirie chemin des Roumioux	40

Autorisation de programme renouvellement urbain : 4 512 K€

AMO Cœur de Ville	6
Aménagement quartier de la Gare	72
Gestion Urbaine de Proximité	2
Requalification places de la Médiathèque	383
Etude Urbaine Pontet/Boucherie	32
Construction et équipement Médiathèque	3 943
Place de Saint Martin	3
Façades, parties communes, portes secteur sauvegardé	71

Les restes à réaliser représentent un volume de 1 539 K€ et concernent principalement :

Autorisation de programme renouvellement équipement : 230 K€

Equipement des services	169
Equipement bâtiments communaux	8
Parc automobile	53

Autorisation de programme renouvellement superstructures : 328 K€

Cathédrale	15
Palais Episcopal	57
Façades Ville Guérin	13
Gros entretien des bâtiments communaux	105
Campus universitaire	106
Gros entretien écoles et crèches	12
Ecole de Saint Mathieu	18
Transferts DRH Immeuble bourse du travail	2

Autorisation de programme renouvellement infrastructures : 252 K€

Réseaux électriques et éclairage public	53
Gros entretien voiries	34
Mur de soutènement chemin des Prés	18
Requalification avenue De Lattre de Tassigny	34
Gros entretien réseau eaux pluviales	8
Vidéoprotection	44
Réseaux informatiques	17
Revalorisation du Jardin des Plantes	27
Stationnement de surface	17

Autorisation de programme renouvellement urbain : 704 K€

Etudes d'aménagement	9
Construction et équipement Médiathèque	521
Requalification places de la Médiathèque	174

Les opérations pour comptes de tiers :

Travaux sur comptes de périls	25 K€
-------------------------------	-------

I-B2) les recettes d'investissement

Les subventions d'équipement perçues sur 2019 sont d'environ 2 696 K€.

Ces recettes ont concerné principalement les opérations suivantes :

Construction et équipement Médiathèque	1 434
Reversement amendes de police	448
Projet Urbain Partenarial	123
Requalification du Jardin des Plantes	123
Requalification avenue Maréchal Delattre de Tassigny	120
Aménagement Mas du Collet Plan de Grasse	113
Plan Vigipirate écoles et crèches	79
Jalonnement dynamique Parkings	60
Création pôle universitaire de Grasse	30
Travaux Cathédrale de Grasse	28
Rénovations énergétiques bâtiments scolaires	28
Aménagements Espaces Publics du Rouachier	25
Equipement des services Municipaux	24
Restauration de la façade de la Villa Guérin	20
Restructuration groupe scolaire de Saint Mathieu	19
Restauration du Hall Palais Episcopal	16
Fresque mur Quartier de la Gare	6

Bilan des subventions perçues en milliers d'euros y compris amendes de police :

2014	2015	2016	2017	2018	2019
2 864	4 680	2 614	1 268	2 440	2 696

Les recettes d'investissement reportées sur l'exercice 2019 et dont le montant est de 25 K€ correspondent à des travaux effectués sur des comptes de tiers

Les opérations pour comptes de tiers :

- Travaux pour levées de périls 25

Tableau récapitulatif des opérations d'investissement

Montants exprimés en milliers d'euros

	Réalisations
Recettes réelles	19 552
Dépenses réelles dont déficit	- 27 711
Opérations d'ordre en recettes	2 823
Opérations d'ordre en dépenses	- 529
Solde	- 5 865
Recettes d'investissement reportées	25
Dépenses d'investissement reportées	- 1 539
Solde global	- 7 379

DETAIL SECTION DE FONCTIONNEMENT

I-C1) tableaux récapitulatifs des opérations de fonctionnement

Les réalisations en pourcentage sont proches des 100 % de nos prévisions budgétaires, ce qui démontre une bonne maîtrise malgré les contraintes de l'exécution budgétaire et une bonne prise en compte de l'évolution des besoins par les différentes décisions budgétaires modificatives.

<u>Montants en milliers d'Euros</u>					
	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisations	Résultat reporté	Total
Recettes réelles	68 534	69 058	100.76 %	994	70 052
Dépenses réelles	60 944	60 070	98.57 %		60 070
Résultat		8 988		994	9 982

Il est important de noter que le volume des réalisations de nos recettes de fonctionnement est supérieur à celui des prévisions ; les constructions des budgets primitifs sont toujours basées sur des hypothèses prudentielles en recettes, au contraire des dépenses elles volontairement optimisées.

Le montant de l'épargne brute constaté est d'environ 9 M€, ce qui constitue un résultat exceptionnel et qu'il convient d'apprécier à sa juste mesure quand on le compare aux 4,5 M€ de l'année 2014.

Par ailleurs, notre épargne nette est largement positive soit environ 1.3 M€, cette somme dégagée est destinée au financement de l'investissement et nous permet dans le même temps de minimiser nos appels aux financements bancaires.

Ainsi alors qu'en 2014 près de 80% de nos investissements étaient financés par emprunt, seuls 50% l'ont été en 2019.

<u>Montants en milliers d'Euros</u>						
	Prévisions	Réalisations	Taux de réalisations	Reports	Résultat reporté	Total
Recettes réelles et d'ordre	69 061	69 585	100,76 %		994	70 579
Dépenses réelles et d'ordre	70 055	62 892	89,78 %			62 892
Résultat cumulé		6 693			994	7 687

I-C2) détail des chapitres de fonctionnement en dépenses

- Charges à caractère général

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
<u>Montants en milliers d'Euros</u>	12 704	11 234	11 126	10 510	10 327	10 671
Evolution		- 11,57 %	- 0,96 %	- 5,54 %	-1,74%	+3,33%

En 2014 une politique volontariste de réduction de nos dépenses accompagnée d'une réforme organisationnelle a été mise en place

Des économies conséquentes ont pu ainsi être constatées aux différents comptes administratifs dès 2015 contribuant ainsi largement à la restauration de notre épargne.

Toutefois et afin de ne pas dégrader le niveau de notre service public, nous avons considéré à la fin de l'année 2018 qu'une réévaluation des enveloppes était nécessaire, les dotations ont donc ainsi été réévaluées entre 2019 et 2018.

Malgré cette augmentation, les charges à caractère général regroupant les enveloppes dédiées au fonctionnement des services municipaux restent inférieures de plus de 2 Millions d'Euros à celles de 2014.

- Charges de personnel

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
<u>Montants en milliers d'Euros</u>	34 156	33 599	33 579	34 165	34 012	34 556
Evolution		- 1,63 %	- 0,06 %	1.75%	-0,45%	1,60%

Nous l'avons déjà évoqué sur le poste de fonctionnement des services, un gros travail a également été effectué en termes de gestion du personnel notamment à travers la réorganisation des services et le non-remplacement de certains départs à la retraite.

Cette grande maîtrise de la masse salariale se reflète dans son évolution moins de 1,2 % entre 2014 et 2019.

Il est également très intéressant de mesurer le travail effectué en comparant les ratios de la commune avec ceux de la strate.

Ainsi lors d'une communication récente des services de l'Etat par l'intermédiaire de la Direction Départementale des Finances Publiques, le ratio moyen régional de la strate s'établissait pour 2018 à 950 €/ habitant, le ratio moyen national de la strate à 817 €/ habitant à comparer avec celui de la commune de 660 €/habitant.

- Subventions et participations

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
Montants en milliers d'Euros	11 179	10 993	10 416	11 078	10 322	10 419
Evolution		- 1,66 %	- 5,25 %	+ 6,36 %	-6,82%	0,94%

Le travail de fond effectué avec le tissu associatif a abouti à des diminutions conséquentes de leurs subventions en 2015 et 2016.

En 2017, le volume des réalisations sur ce chapitre a fortement augmenté suite à des régularisations opérées notamment sur les conventions avec les communes scolarisant des enfants grasseois et sur l'annulation d'une créance de la Ville envers une association (Sainte Thérèse) pour laquelle une garantie avait été accordée.

Ces opérations ayant un caractère exceptionnel, il convient de les neutraliser dans le cadre d'une analyse objective.

Après les efforts réalisés par les associations sur les années précédentes, l'année 2019 a vu les contributions de la Ville conservées à un niveau équivalent à celui de 2017 et 2018.

Dans le même raisonnement que celui retenu pour les enveloppes de fonctionnement des services, l'implication financière de la Ville a été maintenue de façon à soutenir le travail effectué par ces structures et ne pas dégrader leur activité.

RECAPITULATIF DES POSTES DE CHARGE

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
Montants en milliers d'Euros						
Fonctionnement services	12 704	11 234	11 126	10 510	10 327	10 671
Charges de personnel	34 156	33 599	33 579	34 165	34 012	34 556
Subventions et participations	11 179	10 993	10 416	11 078	10 322	10 419
SRU et FPIC	94	707	660	773	967	1 002
Charges de gestion	58 133	56 533	55 781	56 526	55 628	56 648
Charges Financières brutes	4 739	3 745	4 077	3 805	3 358	2 821
Charges exceptionnelles*	464	264	666	271	419	323
Charges de fonctionnement	63 336	60 542	60 524	60 602	59 405	59 792
Evolution		- 4,41 %	- 0,03 %	+ 0,13 %	-1,98%	0,65%

***Hors provisions neutralisées également en recettes**

Le volume des charges de fonctionnement a été considérablement diminué dès 2015, les diminutions des enveloppes les plus notables ont été celles du fonctionnement des services et des frais financiers.

Il est à noter également que le volume de la masse salariale a été maîtrisé, son évolution étant limitée à seulement 1,2 % sur la période alors que les évolutions généralement constatées sur des Villes de même strate sont équivalentes à 2 % par an.

Ce travail effectué sur l'optimisation de nos charges à largement contribué à l'assainissement de la situation financière de la Ville qui a permis sa sortie du Réseau National d'Alerte en 2019 alors qu'elle y était présente depuis 2004.

I-C3) détail des recettes de fonctionnement

- Taxes foncières et d'habitation

Les taux ont été maintenus constants depuis 2009.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
Produit fiscal en milliers d'euros	29 545	30 305	30 665	31 328	31 973	32 792

La fiscalité directe locale constitue le poste principal de nos recettes de fonctionnement.

Pour optimiser nos bases fiscales, une organisation a été mise en place en interne par la création d'une cellule dédiée, en parallèle un protocole a également été contractualisé avec les services fiscaux de façon à formaliser nos objectifs.

Le produit fiscal a ainsi connu une progression dynamique ; les taux communaux ainsi que notre politique d'abattement n'ayant pas évolué depuis 2009, le produit lié à cette taxe connaît une évolution proportionnelle à celle des bases fiscales.

Ainsi, sur la période examinée alors que l'évolution forfaitaire moyenne des bases fiscales lois de finances était de 1,1%, le produit fiscal de la commune évoluait lui en moyenne de 2,11%,.

<u>Evolution forfaitaire des bases</u> (Lois de Finance)	LOF 2015	LOF 2016	LOF 2017	LOF2018	LOF 2019
	0,90%	0,90%	0,40%	1,10%	2,20%

<u>Evolution constatée</u>	2015	2016	2017	2018	2019
	2,57%	1,19%	2,16%	2,06%	2,56%

Cette progression dynamique des bases nous a permis de maintenir les taux communaux constants.

A titre de comparaison au niveau national et départemental la commune reste en dessous des taux moyens :

Taxes	Taux de la Commune	Taux moyens Nationaux	Taux moyens départementaux
Habitation	18,90%	24,54%	26,00%
Foncier Bâti	19,45%	21,59%	20,36%
Foncier Non Bâti	14,70%	49,72%	29,32%

Pour la taxe d'habitation, les données sont celles de 2018 et celles de 2019 pour les taxes foncières.

- Attribution de compensation et dotation de solidarité communautaire

Montants en milliers d'Euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
Attribution de compensation	15 639	15 639	15 577	15 173	15 173	15 164
Dotation solidarité communautaire	220					

L'attribution de compensation a baissé de 404 K€ en 2017, compte tenu du transfert de l'Office du Tourisme à la Communauté d'Agglomération.

En 2019, elle a été impactée d'une part par la révision des charges de l'Office du Tourisme d'autre part par les charges liées au Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) et Natura 2000.

- Taxe sur les droits de mutation

Elle a connu une évolution importante ces dernières années et notamment sur les années 2018 et 2019.

Cette croissance a été impulsée par un environnement conjoncturel favorable avec des taux d'intérêt particulièrement bas pour les prêts immobiliers et un bassin grassois encore attractif en terme de tarifs par rapport à certaines villes environnantes.

Montants en milliers d'Euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
	2 113	2 412	2 580	2 714	3 151	3 450
Evolution		+ 14,15 %	+ 6,97 %	+ 5,19 %	16,10 %	9,49 %

La taxe communale sur les droits de mutation représente un prélèvement de 1,2% du volume de la transaction.

- Autres taxes principales

Montants en milliers d'Euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
Taxe pylônes électriques	26	26	27	27	28	29
Taxe sur l'électricité	1 224	1 182	1 163	1 210	1 244	1 194
Taxe de séjour	55	106	94	133	165	279
Prélèvement produit des jeux	154	96		25	64	56
Taxe sur la publicité	301	288	283	293	279	259
	1 760	1 698	1 567	1 688	1 780	1 817
Evolution		- 3,52 %	- 7,71 %	+ 7,72 %	+5,45 %	2,08 %

Il est à noter que dans le produit des autres taxes, peu d'entre elles ont une évolution forte, néanmoins il convient de relever celle des taxes de séjour qui connaît une évolution importante et qui fait l'objet d'une attention toute particulière dans l'objectif de son optimisation.

- Dotation générale de fonctionnement

Montants en milliers d'Euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
Dotation Forfaitaire	8 409	6 980	5 500	4 662	4 630	4 485
Dotation solidarité urbaine	622	622	622	559	466	311
Péréquation nationale	685	716	750	711	719	678
Dotation Globale de Fonctionnement	9 716	8 318	6 872	5 932	5 815	5 474
Evolution		- 14,39 %	- 17,38 %	- 13,68 %	-1,97 %	-5,86 %

L'Etat a mis en place une politique de redressement des finances publiques effective en 2014 par un prélèvement sur les dotations forfaitaires des communes.

Même si le prélèvement a pris fin dès 2017, il a fortement impacté le volume des dotations des Collectivités Locales.

Ainsi, pour la Ville de Grasse entre 2014 et 2019 la seule Dotation Forfaitaire a vu son volume annuel réduit de plus de **4 M€**.

Par ailleurs, la Ville de Grasse n'est plus éligible à la Dotation de Solidarité Urbaine depuis 2017, une garantie dégressive a néanmoins été mise en place ce qui explique le montant alloué jusqu'en 2019.

En revanche pour 2020, la ville n'est plus couverte par ce dispositif.

La Dotation Globale de Fonctionnement a chuté de 179 euros par habitant en 2014 à 102 euros en 2019.

Pour information, la population DGF est passée de 54 260 en 2014 à 53 604 habitants en 2019.

- Compensations fiscales de l'Etat

Montants en milliers d'Euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	Cz 2019
Dotation réforme Taxe Prof.	100	83	83	83	83	43
Dotation spéciale réforme TP	196	142	129	37		
Compensation exonération TF	83	56	101	60	61	57
Compensation exonération TH	1 186	1 359	1 123	1 462	1 534	1 603
Total compensations fiscales	1 565	1 640	1 436	1 642	1 678	1 703
Evolution		+ 4,79 %	- 12,44 %	+ 14,35 %	2,19 %	1,49 %

Les dotations liées à la réforme de la taxe professionnelle servent désormais de variables d'ajustement pour abonder l'enveloppe normée.

- Produits divers

Montants en milliers d'Euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
Produits des services	1 776	1 879	1 945	2 308	2 577	2 520
Produits de gestion	846	817	910	1 072	1 024	1 090
Produits exception. hors cessions	188	174	427	486	501	902
Total produits divers	2 810	2 870	3 282	3 866	4 102	4 512
Evolution		+ 2,14%	+ 14,36%	+ 17,79%	6,10%	10.00%

Le poste des autres produits ne cesse de progresser, il est le résultat d'un travail important sur l'optimisation de nos postes de recettes.

Il convient néanmoins d'expliquer cette évolution par la réforme de 2017 liée à la dépenalisation du stationnement de surface et la mise en place d'une régie au niveau de la commune dont les résultats ont fortement impacté le volume des produits des services.

De la même façon, la forte progression des produits exceptionnels entre 2018 et 2019 se résume à la vente de certificats d'économie d'énergie obtenus soit plus de **500 K€** pour la réalisation de travaux de rénovation sur certains bâtiments communaux.

RECAPITULATIF DES POSTES DE PRODUITS

Montants en milliers d'Euros	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019
Atténuations de charges	477	456	502	307	236	372
Produits des services	1 776	1 879	1 945	2 308	2 577	2 520
Impôts et taxes	49 566	50 346	50 688	51 111	52 314	53 436
Dotations et participations	14 022	12 761	10 706	9 717	9 393	9 453
Produits de gestion courante	846	817	910	1 072	1 024	1 090
Produits de gestion	66 687	66 259	64 751	64 514	65 544	66 871
Produits financiers	585	1 153	1 005	999	946	876
Produits exceptionnels*	186	174	427	486	513	890
Produits de fonctionnement	67 458	67 586	66 183	65 999	67 003	68 637
Evolution		0,19%	-2,08%	-0,28%	1,52%	2,44%

*Hors cessions et provisions, ces dernières étant également neutralisées en dépenses.

I-C4) Evolution des principaux ratios de gestion

Vous trouverez ci-dessous les principaux ratios de gestion utilisés notamment par la Chambre Régionale des Comptes pour analyser la santé financière d'une commune.

Quels sont les enseignements principaux que nous pouvons tirer de ces ratios.

La part relative de l'épargne brute sur les produits de gestion a doublé ; alors que le volume des produits de gestion est resté sensiblement constant entre 2014 et 2019, la capacité de la Ville à dégager des ressources est la conséquence directe de son niveau d'épargne qui a doublé sur la période examinée (environ 4,5 M€ pour 2014 vs 9 M€ en 2019).

Le financement propre disponible en % des dépenses d'équipement ; le financement propre disponible est caractérisé par l'épargne brute et les ressources propres d'investissement (taxe d'aménagement et Fonds de Compensation Taxe sur la Valeur Ajoutée). Elles se résument comme l'ensemble des ressources internes destiné aux financements des investissements, elles permettent de minimiser le recours aux financements externes et bancaires notamment.

Entre 2014 et 2019 leur ratio sur les dépenses d'équipement a été multiplié par 4.

La capacité de désendettement ; ce ratio est déterminé par le rapport de l'épargne brute sur la totalité de l'encours de dette de la Commune nette du fonds de soutien. Il permet ainsi de calculer le nombre d'années que mettrait la Collectivité pour rembourser la totalité de sa dette si elle y consacrait la totalité de son épargne.

Alors que la Ville aurait mis 20 ans en 2014, son niveau d'épargne brute de 2019 lui permet de rembourser l'intégralité de sa dette en seulement 9 ans.

Montants en milliers d'Euros

Excédent brut de fonctionnement
en % produits gestion

CAF brute en % des produits de gestion

Financement propre disponible en % des
des dépenses d'équipement

Capacité de désendettement

Valeurs 2014 (rapport CRC)	Valeurs 2019 CA
13,4%	15.3%
6.7%	13.4%
13,9%	58,1%
20 ans	9 ans

II) RAPPORT GESTION DE LA DETTE 2019

II-A1) Situation de la dette du budget principal au 31 décembre 2019 en millions d'euros :

Budget principal en M€

(en M€)	2014	2015 ¹	2016	2017	2018	2019
Principal net fonds soutien	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	81.85
Variation		+0.02	-3.31	-0.69	-1.70	-1.88

Commentaires sur l'évolution

- 2015 : deux principaux facteurs expliquent la croissance de la dette :
 - La mise en force des derniers contrats du PPP a entraîné une augmentation de la dette de 2.27 M€ (2.527 M€ en valeur d'origine) ;
 - La restructuration impérative d'un produit structuré SFIL dont les taux contractuels atteignaient des niveaux insupportables. Cette restructuration a nécessité la souscription d'un emprunt de 16.4 M€ pour financer l'Indemnité de Remboursement Anticipé. En contrepartie, la Ville a obtenu une aide très significative (12.4 M€) du Fonds de Soutien aux Collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques.
- 2016 : la baisse de la dette s'amorce grâce principalement à une baisse des investissements réalisés en 2016, inférieurs de 26 % à ceux de 2015 ;
- 2017 : la réduction des investissements a permis de poursuivre la baisse de la dette.
- 2018 : le désendettement se poursuit alors que le niveau d'investissement progresse de plus de 20 % entre 2018 et 2017 ;
- 2019 : le volume de nos investissements progresse de nouveau, alors que l'emprunt mobilisé pour leurs financements diminue au bénéfice des financements par fonds propres dégagés par notre épargne de fonctionnement notamment. Notre politique volontariste de désendettement est consolidée.
- 2020 : la politique volontariste d'investissement est poursuivie, le niveau d'emprunt est plafonné pour maintenir notre niveau d'endettement 2020 au niveau de celui de 2019 net du fonds de soutien.

¹ Les données retenues sont arrêtées après impact de l'aide du Fonds de Soutien.

Analyse des variations 2019 et prospective 2020 en M€

En M€	2019	2020
Emprunts nouveaux LMT	+6.59	+ 8.92
Amortissements	-9.09	- 9.54
Variation dette brute	-2.50	-0.62
Fonds de Soutien	+0.62	+0.62
Variation dette nette	-1.88	0,00

Pour 2019, apparaissent très clairement :

- De nouveaux emprunts LMT souscrits avec la banque des Territoires (taux fixe : 1,58 % sur 15 ans) et la Caisse d'Epargne (Livret A + marge 0,30 BP sur 20 ans) pour financer des investissements nouveaux soit **3,5 M€** ;
- De nouveaux tirages sur notre convention de financement souscrite avec le Crédit Agricole pour financer des investissements nouveaux non consolidés que nous pouvons rembourser en tant que de besoin pour **1,7 M€** (Euribor 3M + 0,60 BP) ;
- Le refinancement d'un emprunt revolving par la souscription d'un emprunt LMT auprès de la Société Générale pour un montant strictement équivalent de **1,39 M€** (Euribor 3M + 0,72 BP sur 20 ans) ;
- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour **0,62 M€**.

Nous nous sommes positionnés sur une stratégie pluriannuelle pour parer à toutes les situations.

En tout premier lieu, la sécurisation d'emprunts structurés en fonction des opportunités et en profitant également d'une conjoncture particulièrement attractive en termes de taux et de marge, les contrats signés fixant d'ores et déjà les conditions financières.

Ensuite, nous nous sommes attachés à nous orienter sur certains produits avec des périodes de mobilisation longues (24 voire 36 mois). Cela nous permettra ainsi, de ne pas consolider nos emprunts en tant que de besoin avant 2021 ou 2022 et d'adapter nos remboursements à notre profil d'extinction de dette.

Notre stratégie a été également orientée sur des produits avec beaucoup de souplesse (sans commission de non utilisation et sans obligation de consolidation), ces options nous donnant les moyens de répondre aux besoins ponctuels de trésorerie, dont les remboursements n'occasionneront pas de frais supplémentaires en dehors de ceux de la durée du portage.

Cela pourrait se présenter si le remboursement du sinistre de la médiathèque prévu en 2021 venait à être décalé, et dans le cas contraire, si des cessions foncières venaient à se réaliser.

II-A2) Structure de la dette au 31 /12 /2019 (budget principal)

Ventilations de la dette totale en M€

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

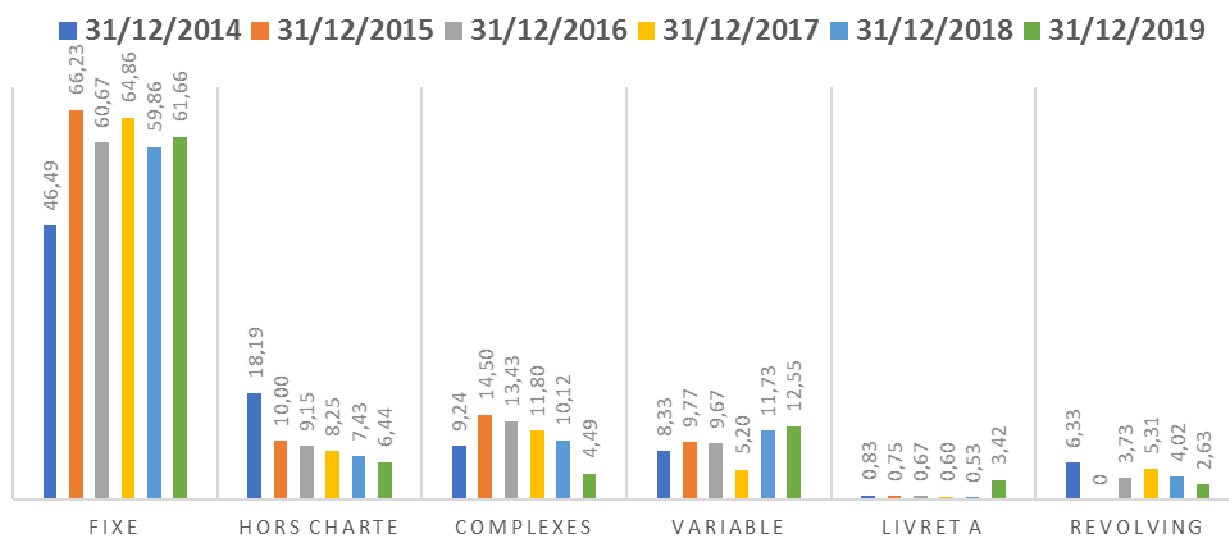
	31.12.14		31.12.15		31.12.16		31.12.17		31.12.18		31.12.19	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe ²	46.49	52.00	66.22	65.41	60.67	62.34	64.86	67.55	59.86	63.89	61.66	67.62
Complexes	9.24	10.33	14.50	14.32	13.43	13.80	11.80	12.29	10.12	10.80	4.49	4.92
Hors Charte	18.19	20.34	10.00	9.88	9.146	9.40	8.25	8.59	7.43	7.93	6.44	7.06
Variable	8.33	9.32	9.77	9.65	9.67	9.94	5.20	5.41	11.73	12.52	12.55	13.76
Livret A	0.83	0.93	0.75	0.74	0.67	0.69	0.602	0.63	0.53	0.57	3.42	3.75
Revolv tiré	6.33	7.08	-	-	3.73	3.83	5.31	5.53	4.02	4.29	2.63	2.88
	89.41	100	101.25	100	97.32	100	96.02	100	93.69	100	91.19	100

Après swaps, à fin 2019, la dette à taux fixe représente 67.62 % de la dette totale, 20.40 %, est à taux variables simples.

La dette hors charte ne représente plus que 7.06 % de notre dette, mais surtout la nouvelle opération de désensibilisation réalisée sur 2019 avec la Société Générale nous a permis de réduire notre dette à taux complexes de plus 50%, elle ne représente plus que 4,92% de notre encours total (à comparer aux 10,80% de 2018).

² En ce compris les PPP.

ENCOURS PAR TYPE DE TAUX APRES SWAPS (M€)



Etant rappelé que la dette revolving (engagement pluriannuel) a une fonction de lissage destinée à optimiser la dette de la Ville, il apparaît clairement que les actions de gestion ont permis de :

- Réduire significativement la dette Hors Charte. Ce point est une des règles de gestion adoptées tendant à rechercher la diminution de l'exposition aux risques ;
- Accroître l'encours à taux fixes dans une période de taux bas. Ce point est également une des règles de gestion adoptées en 2019 ;
- Privilégier également les produits indexés sur du révisable en 2019, les taux courts restant négatifs.

Par typologie de risques **Budget Principal** (après swaps) :

		Moins élevé Risque Plus élevé							
		A	B	C	D	E	HC	Total	
		M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	%
Risk élevé + ←	1	80.26	3.78					84.04	92.16%
	2								
	3								
	4		0.71					0.71	0.78%
	5								
H							6.44	6.44	7.06%
C									
Σ		80.26	4.49				6.44	91.19	100%
%		88.01	4.92				7.06		

La souscription des swaps avait contribué à augmenter de façon sensible l'exposition aux risques de la Ville. Toutefois, les actions de désensibilisation entreprises, notamment depuis 2014, ont réduit tant les encours classés en « Hors Charte » que les encours dits « complexes » correspondants aux produits les plus risqués.

Ainsi, par rapport à fin 2018, les positions Hors Charte sont passées à 7.06 % vs 7.93 % en 2018, les positions complexes à 4,92 % vs 10,80 % en 2018.

Les positions les moins risquées « 1A » - « 1B » ont sensiblement augmenté à 88.01 % vs 85,81 % en 2018.

- **Taux moyens d'endettement**

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	Variation
2009	3.97	
2010	5.54	+1.57
2011	7.34	+1.80
2012	6.93	-0.41
2013	6.48	-0.45
2014	5.24	-1.24
2015	4.09	-1.15
2016	3.76	-0.33
2017	3.31	-0.45
2018	3.02	-0.29
2019	2.80	-0.22

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014, un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2016 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014;
- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0.70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3.47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;

- En 2018, la majorité des tirages ayant été effectués sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts restant largement négatifs à ce jour ;
- En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses.

Le tableau ci-dessus montre clairement l'impact de ces actions sur le taux moyen après swaps, taux effectivement supporté par la Ville. Il est donc la cible des actions de gestion.

II-A3) Dette « Hors Charte » et à « Taux Complexes » au 31.12.19. (Budget principal)

- Au 31.12.19, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Banque prêteuse	Réf. Ville	Type Taux	Sans swaps		Avec swaps		Total	
			Nbre	M€	Nbre	M€	Nbre	M€
Financements Hors Charte	304	Fixe	1	0,40			1	0,40
Dexia HC								
SFIL HC	308b	Struct			1	1,18	1	1,18
Dexia HC	309	Struct			1	3,42	1	3,42
CE HC	318	Struct			1	1,22	1	1,22
CE HC	301b	Struct			1	0,22	1	0,22
			1	0,40	4	6,04	5	6,44

Financements Complexes	295	Struct	1	0,15			1	0,15
Dexia B1								
SFIL B1	325	Struct			1	3,63	1	3,63
CE B4	3177	Struct	1	0,71			1	0,71
			2	0,86	1	3,63	3	4,49

TOTAL			3	1,26	5	9,67	9	10,93
-------	--	--	---	------	---	------	---	-------

Près des 2/3 de la dette HC ou à taux complexes a été travaillée avec des swaps (et parfois des contre-swaps).

- La dette comprend des produits « Hors Charte » Gissler.

En cas de swap et éventuellement de contre-swaps, ne sont retenues que les positions résultantes.

Cinq produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 7 % du portefeuille de dettes. La part « Hors Charte » est passé de 18,19 M€ à 6,44 M€ entre fin 2014 et fin 2019, soit une réduction de près de 65 %.

Réf Ville	Taux	Encours au 31.12.19	
		CHF (contrevaieur en M€)	M€
301b	3.50 % si USD/CHF \geq 0.95 sinon, 3.50 % + 1.55 * (0.95 - USD/CHF) / USD/CHF		0,22
304	Emprunt à taux fixe en CHF	0,40	
308b	MAX (10.98 % - 10 * [CMS GBP 10y - CMS EUR 10y] ; 0) (Floor = 0.00 %)		1,18
309	2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) \geq 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y)		3,42
318	2.00 % + MAX [(EUR/USD - EUR/CHF - 10.65 %) ; 0]		1,22
		0,40	6,04
	TOTAL en EUR	6,44	

A rappeler le cas de l'emprunt 304 qui, bien qu'à taux fixe, est classé en Hors Charte en raison de sa devise de libellé et non en raison des indices qui caractérisent son taux.

II-A4) Ratios de dette

Ne sont traités à ce stade que les ratios « publics ».

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Encours dette / habitant (€)	1.56	1.66	1.60	1.59	1.56	1.58
Encours dette / recettes fonctionnement (%)	125	132	129	128	124	118

Ces ratios évoluent lentement ; néanmoins, une tendance à l'amélioration apparaît.

Durée de vie du portefeuille de dettes

	31.12.14	31.12.15	31.12.16	31.12.17	31.12.18	31.12.19
Durée de vie résiduelle	11.0	14.8	13.0	12.3	12.4	12.2
Durée moyenne	6.1	8.0	7.0	7.0	6.9	7.2

La durée de vie résiduelle mesure la durée restante (en moyenne pondérée par les volumes) à la date du calcul.

La durée moyenne est la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital.

III) AFFECTATION DU RESULTAT BUDGET PRINCIPAL

Le résultat de fonctionnement est le cumul du résultat de fonctionnement reporté de 2018 (**994 K€**) et du résultat comptable dégagé pour les seules opérations de l'exercice 2019 (**6 693 K€**), soit un total à affecter de **7 687 K€**.

En application de l'instruction M14, le résultat de **7 687 K€ composé du résultat de l'exercice et de l'épargne reportée** doit être affecté en priorité à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement.

Le solde peut être affecté selon le choix de l'assemblée délibérante à la section d'investissement (compte 1068 excédent de fonctionnement capitalisé) ou faire l'objet d'un report en section de fonctionnement (compte 002, excédent de fonctionnement reporté).

Les emplois et ressources budgétaires de la section d'investissement 2019 sont les suivants :

Emplois budgétaires en milliers d'euros :

- dépenses réelles d'investissement	10 372
- dépenses d'ordre d'investissement	529
- remboursement de la dette non retraité	12 070
- résultat 2017	5 269
Soit un total d'emplois de	28 240 (1)

Ressources budgétaires en milliers d'euros :

- recettes réelles d'investissement	9 954
- recettes d'ordre d'investissement	2 823
- emprunts encaissés non retraités	9 598
Soit un total de ressources de	22 375 (2)
Besoin de financement (2) – (1)	- 5 865 (3)

Le solde net des restes à réaliser en milliers d'euros s'établit comme suit :

- dépenses réelles à reporter	-1 539
- recettes réelles à reporter	25
Soit un besoin de financement de	-1 514(4)
Soit un résultat net de (3) + (4)	- 7 379

On constate un déficit de financement cumulé d'investissement **de – 7 379 K€**.

Il est donc proposé d'affecter **5 865 K€ à l'investissement** au compte 1068, pour couvrir le besoin de financement hors restes à réaliser.

Le solde, soit environ **1 822 K€**, est reporté au compte 002 excédent de fonctionnement capitalisé.